

écho
des entreprises

05

24

04 | *Zoom*
TRACTEL SECALT

12 | *Interview*
BARBARA BALKE

18 | *Focus*
ODL

32 | *Bold Innovation*
EUROPEAN INNOVATION
SCOREBOARD 2024

36 | *Carte Blanche*
PHILIPP VON RESTORFF



TERRASSEMENT TRAVAUX DE VOIRIE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE POUR ZONES INDUSTRIELLES ET LOTISSEMENTS BATTAGE DE PALPLANCHES PAR VIBRO-FONÇAGE PUEUX FORÉS EN BÉTON ARMÉ DÉMOLITIONS MÉTALLIQUES ET DU BÉTON ARMÉ TRAVAUX EN BÉTON ARMÉ FOURNITURE DE BÉTONS PRÉPARÉS

BAATZ
CONSTRUCTIONS
EXPLOITATION



Baatz Constructions Exploitation Sàrl
1, Breedewues L-1259 Senningerberg
Tél : 42-92-62-1 www.baatz.lu



Sommaire

03

Éditorial

04

Zoom

Tractel Secalt

12

Interview

Barbara Balke

18

Focus

ODL - Soutenir les entreprises dans leur développement à l'international

24

Actualités de la FEDIL

MEPs meet Industry / FEDIL Industry Day 2024 / STI - Déménagement et changement de direction

32

Bold Innovation

European Innovation Scoreboard 2024 - un bilan mi-figue, mi-raisin pour le Luxembourg - par Georges Santer

36

Carte Blanche

About governance and boards of directors: boardroom best practices - by Philipp Von Restorff

40

Chronique juridique

Gare à la signature hâtive d'une transaction - par Ella Gredie

42

Publi-reportages

46

Caricature

47

Publications & positions de la FEDIL



“JE VOIS
GRAND
POUR MON
ENTREPRISE.
MON CONSEILLER AUSSI.”

ENTREPRENDRE, UNE HISTOIRE DE PASSIONNÉS.
Pour en savoir plus, contactez Charles Sunnen,
Conseiller Entreprises, et son équipe au 49 924-3061.



banquedeluxembourg.com/entrepreneurs

B BANQUE DE
LUXEMBOURG

Certified
B
Corporation

Signal d'alarme

À l'occasion de la récente Journée de l'Industrie de la FEDIL, plusieurs intervenants et panélistes ont évoqué le rapport Draghi sur la compétitivité de l'Europe pour appeler à des mesures claires dans l'intérêt d'une redynamisation de notre économie et de ses secteurs productifs. Deux jours auparavant, l'ancien président de la Banque Centrale Européenne et ancien Premier Ministre italien avait remis son analyse et ses recommandations à la présidente de la Commission européenne, appelée à former une nouvelle équipe de Commissaires portant un nouveau programme pour aborder le prochain quinquennat.

La FEDIL tient à souligner la pertinence et l'importance des messages contenus dans le rapport Draghi qui met en lumière des enjeux cruciaux pour l'économie européenne, une économie qui souffre d'une accumulation de retards de productivité, comparé aux principaux espaces économiques concurrents. Un « signal d'alarme » propulsé au cœur des débats politiques. Les analyses et recommandations de Mario Draghi résonnent particulièrement au vu des préoccupations des industries luxembourgeoises, notamment en ce qui concerne la nécessité de renforcer la base industrielle, d'intensifier les investissements dans l'innovation et d'offrir un cadre réglementaire simplifié et plus favorable à la croissance. Ce qui était autrefois un ensemble de problèmes soulevés par l'industrie est désormais devenu une réalité politique à laquelle les décideurs politiques doivent faire face.

Cependant, nous exprimons notre surprise face aux nombreuses acclamations pour le rapport de la part de responsables politiques qui ont, par le passé, contribué à un cadre économique à l'encontre de la compétitivité, souvent critiqué par Draghi lui-même. Cette situation soulève des interrogations sur la responsabilité et la cohérence des positions adoptées. Il est essentiel que tous les acteurs politiques prennent la mesure de leur rôle dans l'émergence des défis actuels et s'engagent véritablement à mettre en œuvre les solutions proposées.

La FEDIL espère de tout cœur que la nouvelle Commission européenne marquera un tournant décisif en adoptant une approche proactive et en mettant en œuvre des politiques qui répondent aux recommandations du rapport. À commencer par la concrétisation de la promesse de réduire de 25% la charge administrative et par le déploiement d'une vraie politique industrielle indispensable au succès de certaines politiques sectorielles telles que l'environnement ou la défense. La collaboration entre le secteur public et privé sera cruciale pour transformer ces idées en actions concrètes, garantissant ainsi un avenir économique solide et durable pour l'ensemble des industries en Europe. Dans le cadre de son dialogue avec les décideurs politiques, la FEDIL reviendra plus en détail sur l'analyse et les recommandations du professeur Draghi en soumettant des propositions sur la marche à suivre.

En conclusion, nous exhortons les décideurs à prendre ces messages à cœur et à travailler ensemble pour construire un cadre économique qui favorise la compétitivité et l'innovation, tout en apprenant des erreurs passées. C'est seulement ainsi que nous pourrons avancer vers un avenir meilleur pour toutes les parties prenantes.

RENÉ WINKIN

Directeur de la FEDIL
rene.winkin@fedil.lu





zoom

TRACTEL SECALT



TRACTEL SECALT

Des travaux en hauteur ... aux fonds marins

Fort d'une histoire et d'une expérience de plus de 75 ans, les origines de la société Tractel Secalt S.A. remontent à la création de la Société d'Études et de Constructions d'Appareils de Levage et de Traction (Secalt) en 1948, originalement établie à la Pulvermühle à Luxembourg. À l'époque, l'idée de départ du fondateur Pierre Medawar était de fabriquer et de commercialiser un treuil manuel à câble passant, connu sous le nom de Tirfor® et figurant aujourd'hui encore au programme des produits et équipements de levage de la société. Le Tirfor® - contraction de « tirer » et « fort » - a notamment connu son heure de gloire sur le chantier du Pont Grande-Duchesse Charlotte, appelé communément Pont Rouge, à Luxembourg-ville au début des années 1960.

Au fil des décennies, l'entreprise a consolidé et internationalisé ses activités dans le domaine de solutions pour travaux en hauteur en rejoignant le groupe français Tractel en 1983, puis en intégrant le groupe suédois Alimak en 2022, et dispose ainsi d'un important réseau de sites de production et de centres de compétence internationaux. Si Alimak Group emploie quelque 3000 personnes dans le monde, Tractel Secalt occupe 70 ingénieurs et techniciens au Luxembourg.

Tractel Secalt au Luxembourg est spécialisé dans les solutions d'accès temporaires (treuils et palans pour le levage de personnes ; plateformes d'accès) et les solutions d'accès permanentes : des nacelles et portiques d'accès destinés à la maintenance des bâtiments et à l'entretien des façades, tels qu'on peut les voir en haut de certains immeubles, comme par exemple les tours de la Cour de Justice de l'Union européenne au Kirchberg. Les références dans ce domaine, dont de nombreux gratte-ciel équipés d'installations Tractel, sont mondiales.

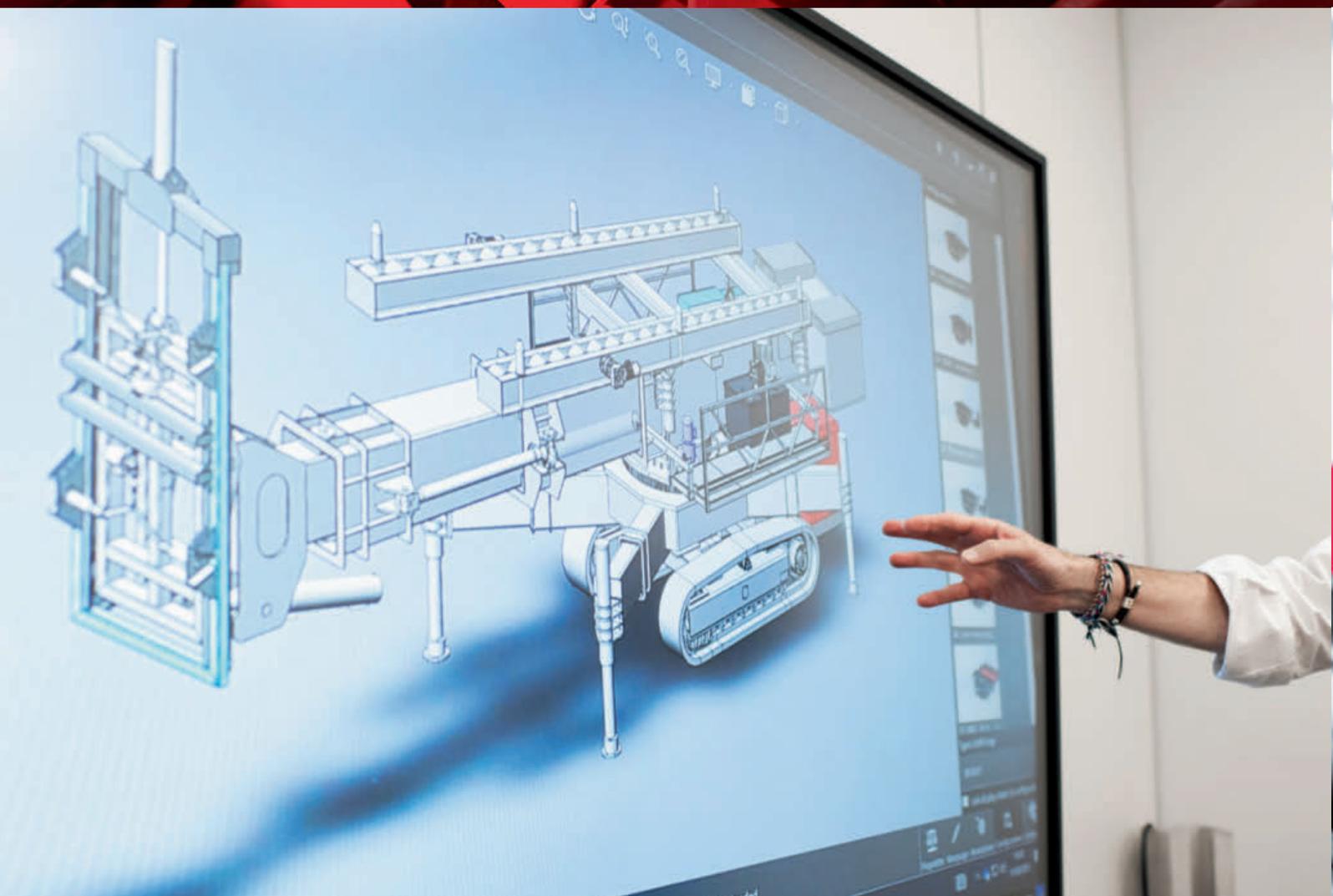
Or, l'équipe de Tractel Secalt se consacre aussi à des projets spéciaux qui consistent à développer des solutions uniques et innovantes pour l'industrie et les infrastructures et qui trouvent application dans beaucoup de domaines comme le secteur de l'énergie, la construction ou le transport.

C'est dans le cadre de ces applications spéciales que l'entreprise Tractel participe aujourd'hui au projet très ambitieux de construction du tunnel « Fehmarnbelt » qui reliera le Danemark à l'Allemagne, en traversant le détroit de Fehmarn Belt dans la mer Baltique. Le tunnel immergé sera long de 18 kilomètres et accueillera une route à quatre voies, une double voie de chemin de fer ainsi qu'un tunnel de sécurité et de maintenance. Alors que le projet a vu le jour en 2016, les travaux ont débuté en 2021 et la mise en service est prévue en 2029. Ce nouveau lien fixe direct permettra de sensiblement raccourcir la liaison entre l'Allemagne (région de Hamburg) et le Danemark (région de Copenhague), et donc aussi la Suède. Le budget initial global du projet s'élève à plus de 7 milliards d'euros.

Le tunnel sera composé de 79 éléments standard en béton préfabriqués d'une longueur de 217 mètres, d'une hauteur de 10 mètres et d'une largeur maximale de 35 mètres. Pesant 73.000 tonnes chacun, ces modules creux renferment les 5 « tubes » pour la circulation routière, ferroviaire et de sécurité. Enfin, chaque élément en béton sera fermé des deux côtés par des cloisons en acier qui empêchent l'eau de pénétrer à l'intérieur lors de leur immersion. Et c'est là qu'intervient l'expertise de l'entreprise luxembourgeoise ! Une fois les éléments déposés à 60 mètres sous l'eau, les cloisons en acier doivent être retirées successivement pour relier les éléments du tunnel. Pour ce faire, les ingénieurs de Tractel ont développé un engin appelé BLRT (Bulkhead Remote and Lifting Tool) qui permet aussi bien d'installer que de retirer les cloisons, au nombre de 44 pour chaque module, sans avoir recours au découpage au chalumeau traditionnel.

En effet, les contraintes dictées par le consortium Femern Link Contractors (FLC), un des maîtres d'ouvrage de ce projet gigantesque, sont multiples. Comme nous l'explique Philippe Mainsard, directeur commercial de Tractel Secalt, il s'agit tout d'abord de travailler dans un espace confiné sous l'eau où chaque manipulation doit se faire avec la plus grande précision et où une priorité absolue est donnée à la sécurité des travailleurs.







le simple
le léger

du TIRFOR-SUPER

appareil universel de levage et de traction à câble métallique

Poids: 19 kg.

Force nominale portante: 1500 kg.



Possibilité de multiplier cette force par moulage du câble de traction

UNE PRODUCTION DE LA

SECALT S.A.

LUXEMBOURG
PULVERMÜHL



Compte tenu de l'envergure du chantier et de ses enjeux économiques, les temps d'intervention doivent aussi être optimisés. Finalement, le client avait le souhait de récupérer les portes en acier de 10 tonnes chacune pour les réutiliser pour la fermeture des éléments en béton suivants, répondant ainsi à un souci aussi bien écologique qu'économique.

Muni de nombreux capteurs et de caméras, équipé de puissants stabilisateurs et doté d'un bras télescopique capable de manipuler une charge de 10 tonnes avec une précision millimétrique, l'engin BLRT qui est entièrement automatisé et commandé à distance, répond parfaitement à toutes ces considérations. Si les entités internationales du groupe collaborent à ce projet, c'est l'équipe d'ingénieurs et de techniciens au Luxembourg qui a mis en commun son expertise en mécanique, hydraulique, électrique et en automatisation pour concevoir le design de l'engin qui pèse 30 tonnes. Par ailleurs, l'assemblage et les tests des quatre engins BLRT qui ont finalement été commandés à Tractel, ont été effectués dans son usine de Foetz. L'équipement a ensuite été expédié vers Rødbyhavn du côté danois, où un port et une usine avec 6 lignes de préfabrication de béton ont été érigés spécialement pour la construction de ce tunnel immergé qui sera le tunnel plus grand de ce type au monde.

Sur place, Tractel assure la formation des opérateurs aux actions multiples et complexes dont est capable le BLRT pour l'installation, respectivement le retrait complètement automatisé des cloisons en acier qui peut se faire en toute sécurité et ne prend pas plus de 10 minutes.

Même si Tractel continue bien sûr de commercialiser sa gamme traditionnelle de produits et d'équipements de levage, évoluer dans des marchés de niche - et dans ce cas précis, sur le fond marin - avec des solutions innovantes et sur mesure permet à l'entreprise de se démarquer par rapport à la concurrence.

Article :

LAURENCE KAYL

Responsable communication à la FEDIL

laurence.kayl@fedil.lu

Photos :

ANN SOPHIE LINDSTRÖM



Vous cherchez une assurance **Pro** qui s'adapte à vos **Projets** ?

F.Pereira
Architecte
SEP Architecture

Évaluez **gratuitement** vos besoins avec notre bilan d'assurance **Pro**.

Plus d'infos sur [foyer.lu](https://www.foyer.lu)



Foyer

Protecting your success



Interview

BARBARA BALKE

Secretary General, European Investment Bank

« *The success of the green transition depends on it being affordable* »

Ms. Balke, you have been working at the European Investment Bank since 1999 and have had exposure to many important departments of the Bank, culminating in your appointment as Secretary General in 2023. Could you briefly remind us about the EIB's mission? What are the primary means of action that the Bank employs to achieve its goals?

Indeed, I joined the Bank in a different century, and it has changed quite considerably since my early days. However, the EIB was designed to be the “lending arm” of the European Union, and it continues to fulfill this task. The European Investment Bank Group, which consists of the EIB and the EIF (European Investment Fund), provides - mostly long-term - loans and financing for public and private sector projects that contribute to EU policy goals. Think of equitable growth, reduced regional disparities or a just transition to climate neutrality. To leverage additional funding and increase the impact of its investments, we collaborate with other financial institutions. And we also offer Technical Assistance - that is expertise and advisory services - to help prepare and implement projects.

The EIB has long been a supporter of climate initiatives within the EU, and since 2019, it has transformed into the “EU Climate Bank.” Could you elaborate on what this transformation entails in practice? What are the key financial products and services that the EIB offers to support the climate transition? Additionally, how does the EIB ensure that investments aimed at this transition maintain the competitiveness of European industries and prevent deindustrialisation?

It's true, reinforcing our position as ‘the Climate Bank’ is the EIB's top priority. Concretely, this means that we committed to dedicating a minimum of 50% of our total investments signed to climate action and environmental sustainability by 2025. Over the past three years, we have already topped that goal. The Group is also on track to achieve the second major commitment laid out in its Climate Bank Roadmap, which calls for supporting €1 trillion in green financing in the critical decade to 2030. We have mobilised €354 billion in green investment from 2021 to 2023 cumulatively. Finally, since 2021, all new EIB operations align with the Paris Agreement, which means that we fulfil the third commitment of our roadmap.

As for the competitiveness of European industries: companies are simply getting on with the green transition. They see this as an important business proposition providing new opportunities. Earlier this year, a report from the International Energy Agency showed that global investment in the manufacturing of five key clean energy technologies - solar, wind, batteries, electrolysers and heat pumps - increased by 70% last year compared to 2022.

But one thing is clear too: the success of the green transition depends on it being affordable. We need to accompany those sectors and citizens most affected - agriculture, heavy industry, transport, and housing for instance.

Investing in innovative green technologies, from early-stage research to large-scale infrastructure, is essential. How does the EIB support such innovations, especially in capital-intensive green infrastructure like energy networks, and low-carbon technologies?

Supporting green innovation is indeed amongst the priorities of the EIB Group. We know that massive investment is required to develop the breakthrough technologies that can replace fossil-fuelled industrial processes. Not only do we need to support their development, but we also need to help scale them so we can lower the “green premium” - the additional cost of choosing clean technology over options that emit more greenhouse gases.

The Group is doing just that: our investments range from green steel and circular battery gigafactories to green hydrogen, wind, solar, and cutting-edge geothermal energy. We also finance modern electricity grids and energy storage. Often, our financing has an important signalling effect on the market, which is vital for getting projects off the ground, particularly new technology projects. In addition, we help to de-risk investments for private actors, without whom a successful transition wouldn't be possible. Take the example of our partnership with Bill Gates' Breakthrough Energy Catalyst, which invests in large-scale demonstration projects with a recognised potential to reduce greenhouse gas emissions. More and more often we see that the solutions are there. All we need to do is help them compete with fossil-fuel-based technologies.

Green hydrogen is a critical element in decarbonising sectors such as cement, chemicals, and air and sea transport. The EIB's Green Hydrogen Fund supports infrastructure projects in developing countries, contributing to global decarbonization efforts. Can you share more about the Fund's impact and how it aligns with the EIB's broader strategy to support sustainable development and climate change mitigation?

Renewable hydrogen plays an increasingly important role in EU decarbonisation scenarios. According to projections, it could provide between 10 and 20 percent of the world's final energy consumption by 2050 - a significant increase from its current share of around two percent. And you won't be surprised to hear that it is another sector that requires significant investment. In the EU setting, the EIB is a crucial funding partner - be it via the Green Hydrogen Fund or other initiatives.

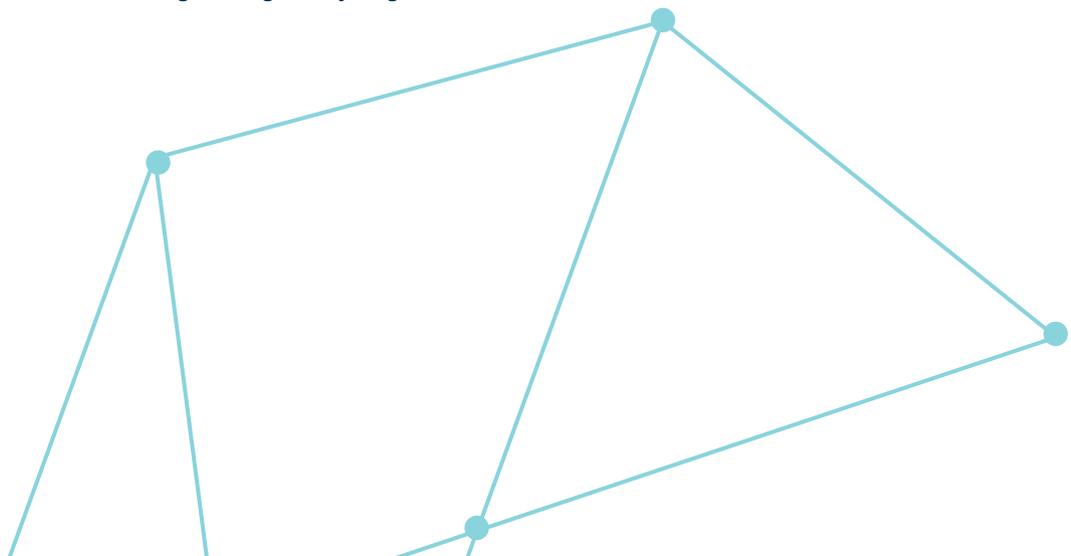
Over the past decade, we have provided over €1.4 billion in direct financial support related to hydrogen technologies, which has helped mobilise over €2 billion in overall investment. Currently, the Bank supports technologies such as electrolyzers, catalysts and fuel cells. It also finances large-scale hydrogen production, including electrolysis, carbon capture and storage, and hydrogen stations.

With the Green Hydrogen Fund, which has been driven by the German Government first and foremost, we are building a bridge between innovative projects required to limit global warming and the economic development of those countries and regions most affected by climate change. With the help of the Fund, our partners in the Global South will be better equipped to integrate green hydrogen into their climate action plans and develop infrastructure projects that can make large-scale green hydrogen a reality.

The EIB recently revised its policy on dual-use investments, enabling broader support for projects with both civilian and military applications. Could you discuss the strategic reasoning behind this policy shift and how it aligns with the EIB's commitment to maintaining its top credit and ESG ratings? What impact do you foresee this having on the EIB's role in supporting the European security and defence sector?

Let me start with a bit of context: the EIB Group has been actively supporting investment that reinforces Europe's security and defence industry since 2017. Immediately after Russia's aggression against Ukraine, we expanded our Strategic European Security Initiative.

But as you say, earlier this year, the Bank has also revised its lending policies to step up support to safeguard European peace and security while preserving its own financing capacity. In May, our Board of Directors approved a new EIB Group Security and Defence Industry Action Plan. In addition, we changed the definition of dual-use, waiving a previous requirement that dual-use projects eligible for financing derive more than 50% of their expected revenues from civilian use. Projects and infrastructure used by the military or police for instance that also serve civilian needs will now be eligible for EIB Group financing. Finally, we have created a dedicated Security and Defence Office to enhance our processes for assisting European companies in the security sector. This is particularly important, because we are observing a rise in funding requests, particularly in areas such as space, dual-use research and development, drones, and military mobility and we have €6 billion that are earmarked for investments in the sector.



Emphasising dual-use technologies can help address various challenges by backing projects that fulfil both defence and sustainability objectives. Our support of initiatives for green military technologies reflects our commitment to harmonising defence needs with environmental goals. Aligning the EIB Group's dual-use definition with that of other public institutions enhances our ability to support European peace while strengthening our financing capabilities and our outstanding ESG ratings.

This is supported in a recent report from Morningstar Sustainalytics, which ranks the EIB first among over 1,000 banks globally and assesses it as having negligible ESG risk, highlighting its leadership among banks and over 16,000 evaluated firms worldwide.

Innovation, digital transformation, and human capital are key to driving sustainable growth in the EU, as the green and digital transitions are interlinked. How does the EIB's strategy support these areas? Specifically, how does the EIB facilitate the digital transformation of companies, particularly SMEs, and what financing options are available to help businesses embrace these changes?

You refer to what is known as the “twin transition” or the simultaneous shift towards digitalisation and sustainability. This transition indeed holds a lot of promises: it can boost economic growth while addressing climate change. It promotes job creation in new tech and green sectors. And it makes our societies future-proof. But for it to be successful we need to mobilise significant investment.

This is why, on top of our substantial green financing, we invested €19.8 billion in innovation, digital transformation, and human capital in 2023 alone. Often, our funding is geared towards small and mid-sized companies, that face challenges accessing financing for their operations and expansion. We support hundreds of thousands of them every year. In 2023, the EIB Group provided €20 billion in SME and mid-cap financing, three-quarters of which came from the EIF, the Group's specialist provider of risk finance for small and medium-sized businesses. While the EIB is also offering tailored solutions like venture debt financing, the lion's share of the Group's support for small and mid-sized companies comes in the form of intermediated

lending. We partner with a wide network of commercial banks, national promotional banks, leasing companies, venture capital and private equity funds, and angel investors. Furthermore, we offer technical assistance and advisory services, helping SMEs develop effective digital strategies and navigate the complexities of digital transformation.

Scaling up from a startup to a successful enterprise is a significant challenge for many European companies. How does the EIB support startups in overcoming this scale-up gap, and what initiatives are in place to help them grow? What key challenges and opportunities does the EIB address in this area?

The EIB Group is committed to unlocking essential late-stage financing for European companies, ensuring that emerging technology champions do not have to turn to large foreign investors or relocate offshore due to a lack of local funding options. Instead, these innovative companies should have the opportunity to thrive within Europe. To support this vision, we offer a long-term venture debt product specifically designed to meet the funding needs of fast-growing firms. Our collaboration with key institutional partners, such as the European Commission and the European Innovation Council, is crucial to achieving this goal.

In our efforts to bridge the scale-up financing gap, we have launched the European Tech Champions Initiative (ETCI). This fund-of-funds is managed by the EIF and builds on its extensive work in the venture capital markets in Europe. Contributions from various EU countries, including Germany, France, Spain, Italy, Belgium, and the Netherlands, have been key to make this initiative possible. With a fund-of-funds structure totalling €3.85 billion, the initiative aims to invest in large-scale venture capital funds that will provide growth financing to European tech champions in their late-stage development. We anticipate making 10-15 investments in these funds, each around €1 billion, with the goal of mobilising over €10 billion in investments for innovative growth-stage companies. This initiative also focuses on boosting funding for high-tech firms seeking to raise amounts exceeding €50 million, enabling them to compete globally while remaining in Europe. As we recognise Europe's strengths in nurturing green technologies, we also understand the need to scale them effectively to meet climate targets and enhance competitiveness.



As the European Investment Bank plays a crucial role in supporting the EU's economic and environmental goals, what are your hopes and priorities for Europe in the upcoming legislative period? Considering the challenges and opportunities ahead, particularly in climate action, digital transformation, and innovation, what areas do you believe should be the focus of the new legislature?

Europe's tasks ahead are anything but insignificant. We need to protect our democracy, strengthen our social model, build our capabilities to defend ourselves, and create new prosperity.

In June, the EIB Board of Governors, consisting of EU Ministers, has endorsed eight priorities that will enable the EIB Group to support Europe's overarching goals. We will aim to consolidate the EIB as the Climate Bank, accelerate digitalisation and technological innovation, increase investments in security and defence, strengthen regional development, develop innovative financing for agriculture and bioeconomy, boost investment in social infrastructure, pioneer the Capital Markets Union and, finally, reinforce our activities outside the EU. Our success will hinge on strong partnerships with the European Commission, other institutions and EU countries. Thanks to mandates and guarantees from the EU budget, the EIB Group has a greater capacity for risk-taking, enabling us to attract even more private investment. The tasks ahead are demanding, but if we succeed, our efforts will greatly contribute to creating a continent where people thrive and feel fulfilled.

Photos :
ANN SOPHIE LINDSTRÖM

Together with you, to encourage innovation.



"SNCI has been a responsive and reliable partner that has supported us in implementing our ideas right from the start."

Jürgen Lutze
INTERNATIONAL CAN



For us, entrepreneurship is made of a wide range of different projects, all of which stimulate and diversify Luxembourg's economy. We support all entrepreneurs through our financial programmes. Do you have a business project that you would like to make a reality? Then don't hesitate to contact us.

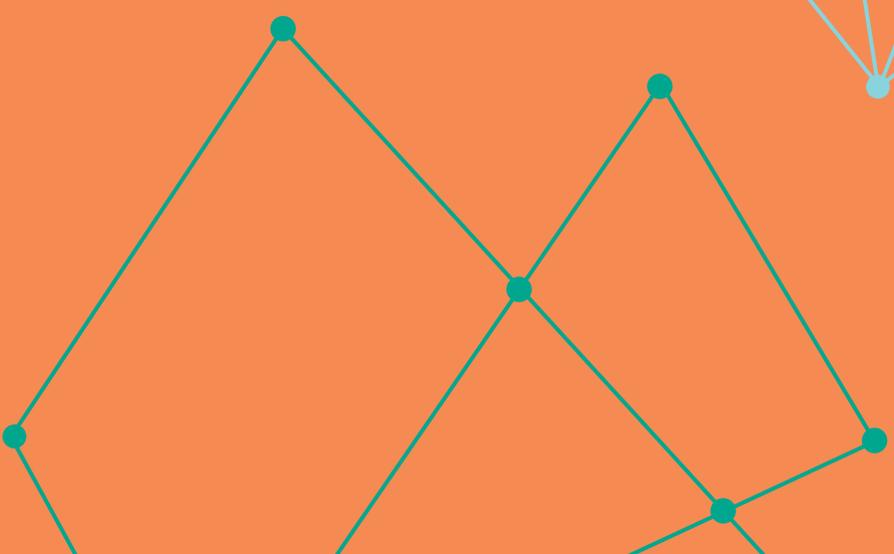
More information on sncl.lu/en | [in /sncl](https://www.linkedin.com/company/sncl)



supporting entrepreneurship



focus



ODL - Soutenir les entreprises dans leur développement à l'international

L'Office du Ducroire (ODL), qui est l'**assureur-crédit public** du Grand-Duché de Luxembourg, est un établissement public régi par la loi du 4 décembre 2019.

L'ODL a pour mission de favoriser les relations économiques et financières internationales des entreprises et de **soutenir les entreprises exportatrices luxembourgeoises** (1) dans leurs efforts de **prospection de nouveaux clients et de nouveaux marchés** notamment par l'intermédiaire du Comité pour la promotion des exportations luxembourgeoises (COPEL), (2) en assurant leurs contrats contre le **risque de résiliation ou de non-paiement** et (3) en assurant les banques qui leur accordent des **lignes de crédit ou des garanties** pour financer leur trésorerie contre le risque de non-remboursement.

L'ODL est administré par un Conseil d'administration dont les membres sont nommés par le Gouvernement en Conseil. La Direction de l'ODL assure la gestion journalière selon les critères définis par le Conseil d'administration. Elle consulte les comités techniques mis en place par le Conseil d'administration, à savoir un comité de crédit, un comité juridique et un comité d'audit et du budget, afin de l'épauler dans sa prise de décision. Pour les affaires plus importantes, seul le Conseil d'administration de l'ODL peut engager valablement l'ODL. Les décisions relatives à l'attribution des aides financières sont prises par le COPEL (Comité pour la Promotion des exportations luxembourgeoises).

Par ailleurs, l'ODL accomplit ses missions dans le respect d'une **politique interne ESG** élaborée de manière à respecter les lignes de conduite de l'OCDE et les objectifs de développement durable fixés par la politique, impliquant que celle-ci est appliquée à tous les aspects des projets qui lui sont présentés en couverture y inclus les acteurs mentionnés dans lesdits projets.

ASSURANCES DE L'ODL

Les produits d'assurance que propose l'ODL sont destinés à **toutes les entreprises luxembourgeoises exportatrices quelle que soit leur taille**, qu'elles offrent des services ou des biens. Certains produits s'adressent directement aux **banques**. Tous les projets qui sont présentés pour une couverture d'assurance à l'ODL font l'objet d'une analyse sur le débiteur (risque commercial) et sur le pays (risque politique). Une fois assurées, les sociétés luxembourgeoises et les banques bénéficient d'un accompagnement personnalisé de l'ODL pour **le recouvrement des créances impayées** et de la possibilité de **bénéficier d'une indemnisation** si le client ne paie finalement pas ou fait faillite.

L'ODL propose les produits d'assurance suivants aux entreprises luxembourgeoises actives internationalement et aux banques qui les soutiennent :

- L'**assurance-crédit à l'exportation** couvre l'entreprise luxembourgeoise contre les **risques de résiliation et de non-paiement** de ses clients, que les causes de sinistres se caractérisent par des faits **politiques, de force majeure ou commerciaux** (liés à l'insolvabilité ou à la carence des clients).
- L'**assurance des investissements à l'étranger** constitue pour l'investisseur une protection contre les **risques politiques** dans le pays hôte. Ces **risques politiques** peuvent se caractériser par une **expropriation**, des **violences politiques** (guerre ou terrorisme) ou encore l'**impossibilité de transfert de devises**.

- L'**assurance des préfinancements à l'importation** protège l'entreprise importatrice luxembourgeoise qui doit payer un acompte à son fournisseur étranger pour obtenir des livraisons. L'ODL couvre le **non-remboursement de l'acompte** si les livraisons ne sont pas effectuées.
- L'**assurance Top-Up** permet de couvrir, de manière ponctuelle et au cas par cas, des montants au-delà des limites accordées par les assureurs-crédit privés. Les exportateurs luxembourgeois peuvent ainsi se protéger contre **les risques liés aux transactions avec des clients stratégiques** que les assureurs-crédit privés refusent de couvrir ou ne couvrent que partiellement.
- L'**assurance des engagements de garantie** couvre les **banques** des exportateurs luxembourgeois actifs à l'international, qui sont amenés à émettre des **garanties bancaires (garanties de restitution d'acompte, garantie de bonne fin...)** au bénéfice d'un client étranger. Afin de faciliter l'octroi de ces lignes de garanties par les banques, l'ODL peut assurer jusqu'à 50% de ces lignes.
- L'**assurance des crédits bancaires** couvre les **banques** qui octroient des lignes de crédit aux entreprises luxembourgeoises exportatrices et leur permet ainsi de réduire leur risque en couvrant jusqu'à 50 % des crédits accordés contre le **risque de non-remboursement**.

CHIFFRES CLÉS

	2023	2022
Opérations assurées	1.576.356.601,06 €	1.207.403.182,90 €
Primes émises	8.506.447,20 €	6.634.585,88 €
Engagements au 31 décembre	1.060.113.456,47 €	802.463.036,44 €
Indemnisations payées	17.330.174,02 €	1.968.347,81 €
Récupérations	1.346.646,58 €	1.464.123,63 €

L'actualité géopolitique, les nombreuses échéances électorales et le contexte macroéconomique et politique international créent un climat d'incertitudes pour les entreprises exportatrices qui prennent plus de précautions qu'auparavant et se tournent vers l'ODL pour se prémunir contre les risques de non-paiement de leurs clients. De même beaucoup d'entreprises exportatrices font face à une liquidité toujours plus tendue. Elles se tournent alors vers leurs banques afin de trouver des solutions.

L'intervention de l'ODL, via l'assurance des crédits bancaires qui assure les banques contre le non-remboursement des lignes bancaires octroyées aux entreprises exportatrices, demeure toujours bien sollicitée en 2023 et 2024.

En 2023, les opérations assurées par l'ODL ont augmenté de 30 % et se sont élevées à plus de 1,5 milliards d'euros et cette tendance se poursuit en 2024.

TÉMOIGNAGE : CIRCUIT FOIL LUXEMBOURG

« Circuit Foil Luxembourg travaille maintenant depuis de nombreuses années en étroite collaboration avec l'ODL. Au cours de ces années, nous avons pu compter sur un soutien inconditionnel de l'ODL dans les investissements majeurs réalisés par Circuit Foil Luxembourg, mais également sur une aide précieuse dans la couverture de nos créances commerciales. Le professionnalisme et l'écoute apportés par les collaborateurs de l'ODL nous permettent de rapidement trouver des solutions aux différents problèmes rencontrés dans notre quotidien.

Nous recommandons vivement aux différents acteurs économiques luxembourgeois de contacter l'ODL pour connaître les différentes aides proposées. »

TÉMOIGNAGE : FAYMONVILLE

« Le Groupe Faymonville est le principal fabricant offrant une gamme complète de véhicules pour le transport spécial. Pour soutenir notre expansion continue internationale, nous comptons depuis des années sur le support précieux de l'Office du Ducroire. Ses services proposés comme les assurances contre les risques de non-paiement nous permettent d'intensifier notre stratégie globale offensive. De plus, l'Office du Ducroire nous soutient avec différentes aides pour justement être plus présent partout au monde. »

AIDES FINANCIÈRES

Les **aides financières** de l'ODL ont pour but de soutenir les entreprises exportatrices luxembourgeoises dans leurs efforts de prospection de nouveaux clients à l'étranger et de les inciter à réaliser des projets de prospection commerciale qu'elles ne réaliseraient pas ou d'une manière limitée ou différente en l'absence d'aide.

Les aides sont régies par la loi 4 décembre 2019 relative à l'ODL et sont accordées au titre du règlement de-minimis de la Commission Européenne (Règlement (UE) n°2023/2831 du 13 décembre 2023).

Parmi les **frais éligibles**, nous comptons notamment les frais:

- de participation à une foire à l'étranger en tant qu'exposant ou orateur,
- de publicité à l'international telle que la publicité traditionnelle dans un magazine étranger ou publicité numérique via les réseaux sociaux, les influenceurs ou Google Ads,
- de conception et traduction de supports promotionnels (brochures, vidéos etc.),

- d'études de marchés et conseils légaux et fiscaux,
- de protection de marque et brevet et les certifications utiles à l'international,
- d'ouverture d'une entité de prospection à l'étranger (hors UE et EEE),
- de participation à un appel d'offre international (hors UE et EEE).

Les frais éligibles sont remboursés à hauteur max de 50%.

Contrairement aux autres aides, les aides accordées pour la participation à des appels d'offres internationaux pour des pays hors UE et EEE doivent être intégralement remboursées en cas d'attribution du marché.

Pour solliciter une aide, il suffit de remplir le **formulaire en ligne « COPEL »** sur la plateforme Guichet.lu et de compléter la demande des pièces et des informations requises. La demande d'aide doit être introduite avant engagement des frais, donc avant de valider l'offre du prestataire externe spécialisé et avant de débiter le projet de prospection.

Le détail sur les conditions d'éligibilité, la procédure, les frais éligibles et non-éligibles, les plafonds et les taux d'intervention, peuvent être consultés sur le site de l'ODL www.odl.lu.

2023 a été une année record en termes de soutien financier et cette tendance se poursuit en 2024. En 2023, le Copel a **soutenu 150 entreprises luxembourgeoises** dans leurs projets promotionnels pour un montant total de 2.082.291,51€.

TÉMOIGNAGE : ROTOMADE

Établi à Ellange, ce fabricant de pièces plastiques rotomoulées travaille avec l'ODL depuis 15 ans. « Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à l'ODL pour son soutien financier crucial à la promotion de nos entreprises depuis ces 15 dernières années.

Grâce à leur généreuse contribution, nous avons pu participer à des salons professionnels de premier plan, investir dans des campagnes publicitaires ciblées et produire des vidéos

promotionnelles de haute qualité. Ces initiatives ont non seulement permis de renforcer la visibilité de nos entreprises, mais ont également ouvert de nouvelles opportunités de croissance et de partenariat.

Leur aide a été déterminante pour notre succès, et nous espérons continuer à bénéficier de ce précieux partenariat à l'avenir. »

Article :



48 **LOSCH**
L U X E M B O U R G

GARAGE LOSCH TRUCK, VAN & BUS



59, Rue Gabriel Lippmann | L-6947 Niederanven
T +352 34 91 85 - 1 | info.ltvb@losch.lu

losch.lu



Véhicules
Utilitaires



NEOPLAN

HESS

since 1882

Actualités de la FEDIL

MEPs MEET INDUSTRY

6 September 2024

FEDIL held its third "MEPs meet Industry" initiative, bringing together Luxembourg Members of the European Parliament - Marc Angel, Charles Goerens, Fernand Kartheiser, and Tilly Metz - and its member companies. The event featured visits to two of FEDIL's companies, Luxconnect and Goodyear, followed by a working lunch to discuss key issues affecting the industry.

At LuxConnect, the delegation toured the state-of-the-art facilities in Bissen, including the high-performance MeluXina supercomputer operated by LuxProvide. The MEPs engaged in a thorough and insightful discussion with representatives of LuxConnect and LuxProvide, exploring Luxembourg's leading role in cutting-edge technology and its growing influence in the digital economy.

The group then visited Goodyear, where they explored the company's Technical Center, which focuses on sustainable innovations and advanced tire technologies. A tour of Goodyear's expansive manufacturing facility followed, where the delegation witnessed firsthand the company's role as a key local employer and leader in tires manufacturing.

Discussions throughout the day focused on the importance of green practices, sustainability, and digital transformation, with both LuxConnect and Goodyear highlighting how their operations contribute to these objectives. However, the conversations also addressed the significant challenges that policymakers should keep in mind when legislating.



FEDIL INDUSTRY DAY 2024**11 septembre 2024**

Ce 11 septembre 2024, la FEDIL avait convié quelque 250 participants au « FEDIL Industry Day » qui se déroulait à l'Atelier à Luxembourg-Hollerich. S'étendant sur une demi-journée, l'évènement a combiné débats et échanges d'idées entre représentants du monde politique national et européen, de l'industrie et de consultants en stratégie avec des moments de networking.

Rehaussé de la présence de S.A.R. le Grand-Duc héritier et du ministre de l'Économie Lex Delles, le « FEDIL Industry Day » s'articulait autour de deux tables rondes, mettant en exergue les préoccupations et défis de l'industrie et de ses entreprises.

Le premier sujet débattu portant sur la question « *Carbon free industry, a huge case for public spending ?* » a été introduit par Bernhard Lorentz, Global Consulting Sustainability & Climate Leader chez Deloitte Deutschland. Reconnu en tant que conseiller politique avec un intérêt particulier pour les stratégies mondiales en matière d'énergie et de décarbonisation, Bernhard Lorentz a su énoncer les défis globaux de la décarbonisation avec notamment le rôle des investisseurs dans l'agenda de la transition énergétique ainsi que l'urgence et les stratégies possibles pour que l'industrie atteigne l'objectif de la neutralité climatique.

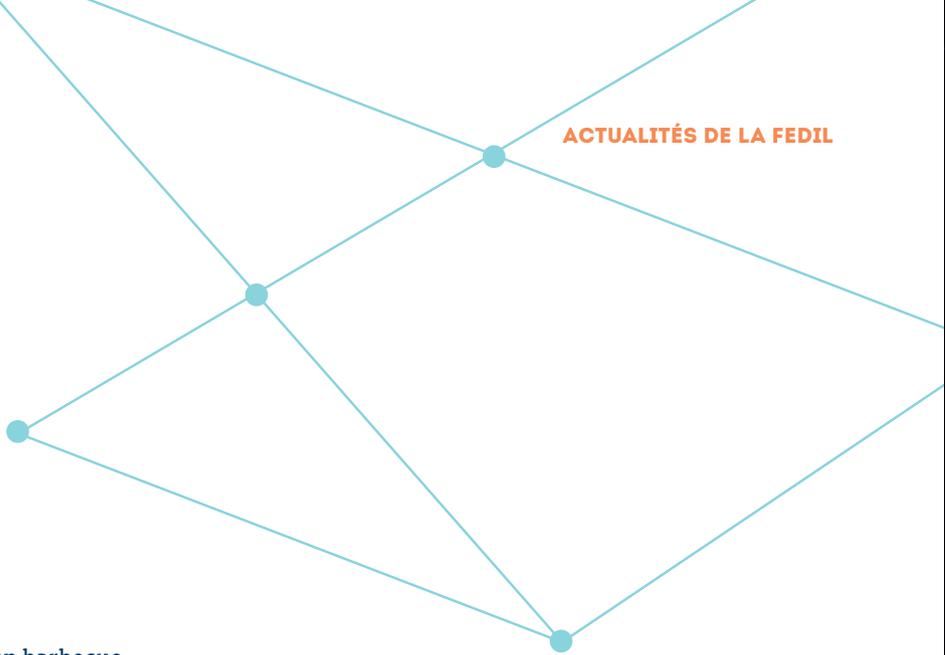
Le premier tour de discussion, modéré par Gaston Trauffer, en charge de la politique industrielle à la FEDIL, permettait à Patrick Klein, directeur général de Dyckerhoff, Stéphane Tondo, responsable Changement climatique / Affaires gouvernementales chez ArcelorMittal, Claude Turmes, ancien ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et ancien membre du Parlement européen, Laurence Zenner, administratrice déléguée et CEO de Creos Luxembourg ainsi que Bernhard Lorentz de débattre sur les investissements nécessaires, particulièrement au niveau des dépenses publiques, pour décarboner l'industrie et de mieux comprendre les grands défis à relever par les industries hautement exposées.

Au fil de la discussion, l'intégration nécessaire du marché de l'électricité en Europe, l'importance cruciale de l'interconnectivité des réseaux pour notre pays, le développement des infrastructures au niveau des énergies renouvelables, l'accélération des procédures et la flexibilité accordée aux industries et entreprises étaient parmi les thèmes abordés.

La deuxième table ronde traitait du sujet « *Critical supply chains - a story of access and exits* » et a été introduite par une présentation d'Arnaud Lanoe, analyste financier chez CapitalatWork Foyer Group. Son exposé sur les défis des chaînes d'approvisionnement dans l'industrie minière offrait une base de discussion parfaite pour animer le deuxième panel, modéré par Emmanuelle Mousel, associée chez Arendt & Medernach. Cette table ronde réunissait Merete Clausen, Directrice des investissements à la DG GROW de la Commission européenne, Isabel Hochgesand, Chief Procurement & Hazelnut Company Officer chez Ferrero, Jean-Louis Schiltz, Senior Partner chez Schiltz & Schiltz et vice-président de la FEDIL, Paul Schockmel, CEO de IEE, et donc Arnaud Lanoe.

Venant d'horizons très divers, les intervenants débattaient sur les défis géopolitiques et réglementaires en relation avec les chaînes d'approvisionnement et sur des propositions en la matière pour sauvegarder la compétitivité des entreprises en Europe, les représentants industriels illustrant la thématique avec des problématiques concrètes que leurs secteurs respectifs rencontrent quotidiennement.

Les débats se sont clôturés par quelques mots du ministre de l'Économie Lex Delles qui s'est félicité des discussions constructives avec les acteurs de l'industrie. Soulignant l'importance du contexte européen pour le développement de l'industrie luxembourgeoise, il a assuré que le gouvernement allait saisir toute occasion pour s'engager en faveur de règles claires, simples et harmonisées et éviter toute réglementation excessive. Il a par ailleurs rappelé les différentes mesures de soutien en place dont peuvent bénéficier les entreprises.



Enfin, le « FEDIL Industry Day » s’est terminé par un barbecue, où les participants pouvaient poursuivre leurs discussions dans une atmosphère conviviale. Le FEDIL Industry Day a été organisé avec l’aimable soutien de la BIL - Banque Internationale à Luxembourg, Bureau Moderne et Paul Wurth Geprolux.











FEDIL INDUSTRY DAY 2024



**Closing word by
Lex Delles
Minister of the Economy**



Event organized with the kind support of   



Photos:
ANN SOPHIE LINDSTRÖM



**Innovation
Excellence
Flexibilité**

STI - DÉMÉNAGEMENT ET CHANGEMENT DE DIRECTION

Ce 1^{er} octobre 2024 marque une nouvelle étape dans l'histoire du STI (Service de santé au travail de l'industrie).

Créé en 1994 à l'initiative de la FEDIL, le STI regroupe depuis lors un nombre croissant de membres issus des secteurs industriels, des services industriels et de la construction, auxquels est proposé un service médical interentreprises. Étant donné que cette offre de prestations s'est progressivement étendue pour tenir compte de l'évolution de la réglementation et des besoins des entreprises, et que l'équipe du STI se trouvait à l'étroit dans ses bureaux au Kirchberg, le déménagement a semblé s'imposer.

À partir du 1^{er} octobre, l'équipe du STI vous accueille dans son nouveau bâtiment **ParcLuxite, 15, rue de l'Innovation à L-1896 Kockelscheuer**. Le déménagement dans les nouveaux locaux entraîne la fermeture des locaux STI du Kirchberg et d'Esch-sur-Alzette. Les bureaux d'Ettelbruck restent ouverts.

À la même date, le Dr Irina Minyem a repris le poste de médecin-directeur du STI, à la suite du départ en retraite du Dr Thierry Grimée. Le Dr Minyem a rejoint le STI en 2018 et était membre du Comité de pilotage du STI depuis 2021.

Dans sa prochaine édition, l'Écho des entreprises reviendra en détail sur les prestations du STI.

Informations pratiques :

STI Kockelscheuer
ParcLuxite
15, rue de l'innovation
L-1896 Kockelscheuer
sti.centre@sti.lu
Tél. : 26 00 61
Fax : 26 00 67 77

STI Ettelbruck
2, rue Félicie Schlessler
L-9072 Ettelbruck
sti.nord@sti.lu
Tél. : 80 98 70
Fax : 26 80 08 68

Horaires d'ouverture :
07h45 à 11h30 et de 12h45 à
16h30



**INGÉNIERIE
MÉCANIQUE**



USINAGE - CAD CAM

- + Alésage
- + Fraisage (+CAD-CAM)
- + Tournage vertical
- + Tournage horizontal



SOUDURE

- + Manuelle
- + Robotisée



FINITION

- + Assemblage
- + Intégration sur site

boldbold

boldbold

boldbold

boldbold

BOLD INNOVATION

boldbold

boldbold

European Innovation Scoreboard 2024 – un bilan mi-figue, mi-raisin pour le Luxembourg

Le tableau de bord européen de l'innovation, publié chaque année, fournit une évaluation comparative des performances en matière de recherche et d'innovation des États membres de l'UE et permet aux parties prenantes d'évaluer les domaines dans lesquels elles doivent concentrer leurs efforts pour stimuler les performances en matière d'innovation

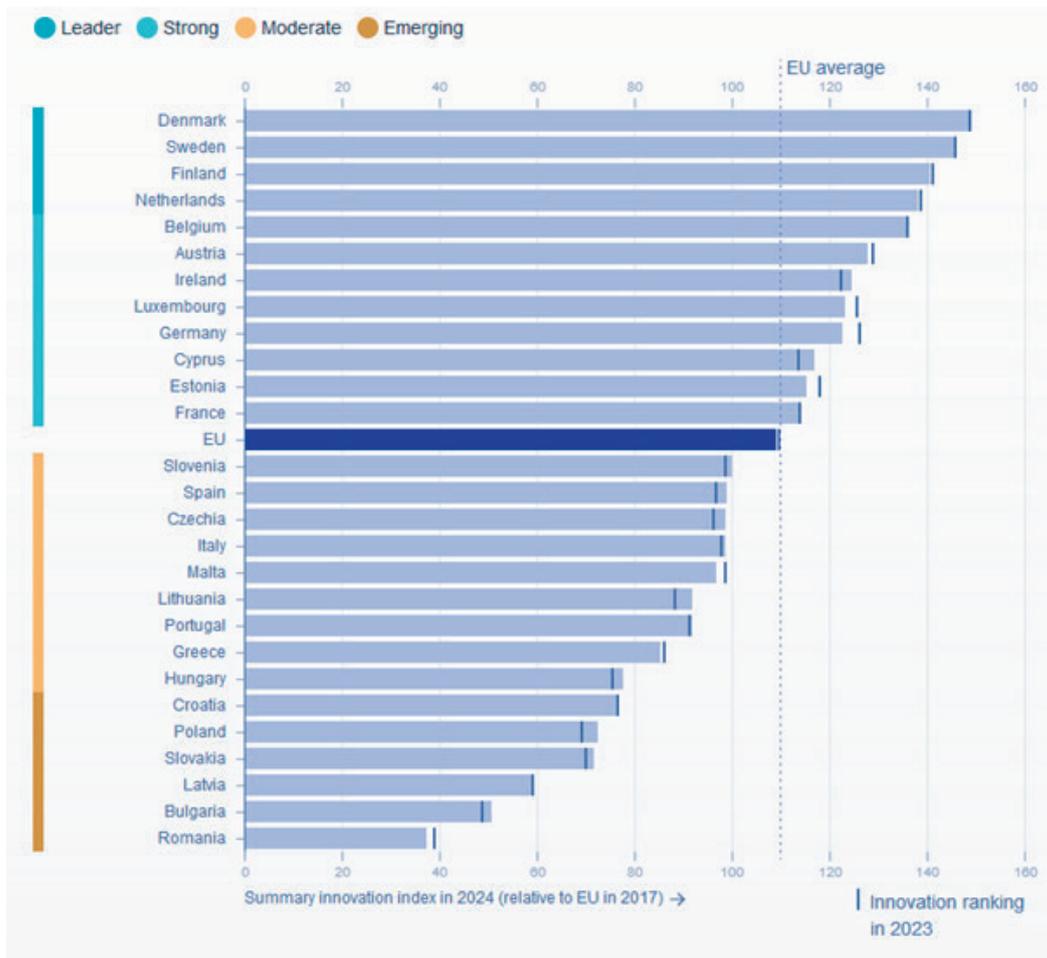
Les résultats du EU Innovation Scoreboard peuvent aider à révéler les dimensions des systèmes nationaux d'innovation qui sont particulièrement faibles ou fortes et qui devraient donc faire l'objet de l'attention des décideurs politiques.

Les leaders de l'innovation comprennent quatre États membres dont les performances sont supérieures à 125 % de

la moyenne de l'UE en 2024 (égale à 110,0). Ce groupe comprend (par ordre de performance) le Danemark, la Suède, la Finlande et les Pays-Bas.

Le Luxembourg fait partie du groupe des innovateurs forts dont les performances se situent entre 100% et 125% de la moyenne de l'UE en 2024 (égale à 110,0). Ce groupe comprend aussi la Belgique, l'Autriche, l'Irlande, l'Allemagne, Chypre, l'Estonie et la France.

Si le Luxembourg reste l'un des 12 pays en avance sur la moyenne de l'UE dans 32 domaines variés de l'innovation, il est le seul État membre de l'UE dont le score moyen a reculé depuis la création du tableau de bord en 2017.



La performance du Luxembourg a diminué de 6 points entre 2017 et 2024. Une tendance à la baisse est observée pour 18 des 32 indicateurs. Le changement le plus important est observé au niveau des actifs intellectuels et plus spécifiquement dans les applications de conception. Parmi les trois principaux indicateurs à l'origine de ce changement négatif, l'indicateur des technologies environnementales a également connu une baisse significative. En outre, l'indicateur concernant l'emploi dans les entreprises innovantes pour la période de la pandémie (2018-2020) montre une importante baisse par rapport à 2017.

Ces tendances peuvent être examinées parallèlement aux faibles performances (par rapport à la moyenne de l'UE) et à la tendance à la baisse, sur la période 2017-2024, des dépenses de R&D des entreprises, des financements publics et des aides fiscales publiques à la R&D des entreprises. La faiblesse des dépenses de R&D s'explique également par la spécialisation du pays dans les services (part de l'emploi dans les services), compte tenu de la plus faible intensité de recherche dans les services par rapport à l'industrie manufacturière.

D'autres faiblesses moins importantes constatées par les experts comprennent les aides publiques directes et indirectes à la R&D des entreprises, les ventes d'innovations nouvelles pour le marché et nouvelles pour l'entreprise et les dépenses de R&D dans le secteur des entreprises.

Quant aux points positifs, les experts notent dans leur rapport de 149 pages que les forces relatives du Luxembourg comprennent le nombre de co-publications publiques-privées et de co-publications scientifiques internationales, ainsi que la proportion de doctorants étrangers.

En ce qui concerne le volet « systèmes de recherche attrayants » qui mesure la compétitivité internationale et l'attrait de la base scientifique, le Luxembourg est l'État membre le plus performant, suivi des Pays-Bas et du Danemark, avec des performances deux fois supérieures à la moyenne de l'UE en 2017.

Si le système de recherche luxembourgeois reste très attractif, certains de ses indicateurs se normalisent après avoir été exceptionnellement élevés au lendemain de la pandémie. Entre-temps, le pays est légèrement au-dessus de la moyenne de l'UE en termes de numérisation (115,4 % de la moyenne de l'UE en 2024), mais cette performance positive est essentiellement soutenue par une pénétration élevée et croissante de la large bande, tandis que les compétences numériques se détériorent et ne se classent plus qu'au même niveau que la moyenne de l'UE.

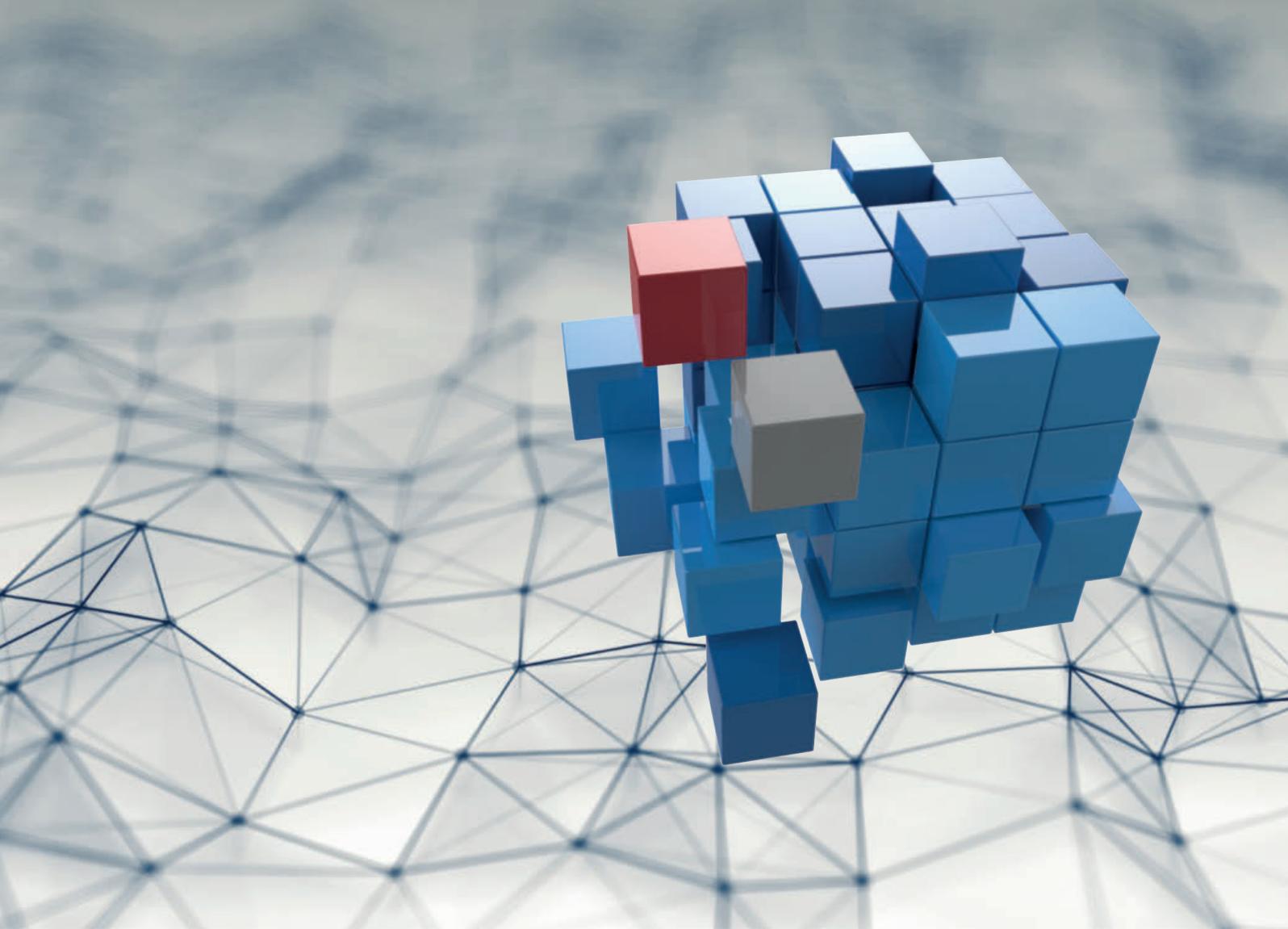
Le Luxembourg se situe de plus en plus en dessous de la moyenne de l'UE en matière de financement et de soutien (64,4% de la moyenne de l'UE en 2024), ainsi qu'en matière d'investissements des entreprises (43,8% de la moyenne de l'UE en 2024). Dans le domaine du financement et du soutien, les dépenses de R&D du secteur public et les dépenses de capital-risque se sont encore aggravées en 2023, tandis que le soutien public à la R&D des entreprises est resté particulièrement faible, malgré plusieurs initiatives visant à soutenir l'innovation des entreprises.

Les investissements des entreprises sont faibles et ne s'améliorent pas dans tous les domaines, y compris en ce qui concerne les dépenses de RDI en pourcentage du PIB (31,9% de la moyenne de l'UE en 2024) ; ce fait représente l'apparent « talon d'Achille » du Luxembourg dans tous les domaines, ce qui nuit à son classement par ailleurs remarquable. Dans le même temps, la position du pays en tant que centre financier majeur et sa composition industrielle asymétrique compliquent l'interprétation des indicateurs financiers tels que les scores d'investissement.

GEORGES SANTER

Responsable digitalisation et innovation auprès de la FEDIL
georges.santer@fedil.lu





Paul Wurth InCub – Powering #InduTech Innovations

Paul Wurth InCub stands at the forefront of innovation in the #InduTech sector, offering business mentoring, market insights, and a gateway to a dynamic community for startups, while empowering open innovation and technical exploration for corporates.

Discover more on our website (indu.tech) and dive into the world of #InduTech with us.



<http://indu.tech/>



A professional portrait of a man with dark hair, wearing glasses, a white shirt, and a blue blazer. He is sitting at a dark table with his hands clasped in front of him. The background is a modern interior with large windows and decorative wall patterns.

***Carte
blanche***

About governance and boards of directors: boardroom best practices

If you search for synonyms for governance, you will find words such as rule of law, accountability, supervision, oversight, risk management, leadership, control, transparency, efficiency, and inclusiveness.

All of this is true and illustrates the responsibility that rests on the shoulders of board directors, be it in public limited companies, limited liability companies, associations, foundations or other forms of company.

Good governance stands for sound and sustainable management, a well-positioned organisation, strategic orientation, clearly defined roles and procedures as well as appropriate risk control.

The Board of Directors plays a key role in this respect. According to the Luxembourg law on commercial companies of 1915, as amended, a board of directors is the supreme governing body of a company, appointed by the shareholders or members at the general meeting. The Board of Directors is responsible for setting the strategy, defining the vision and values of the company and ensuring the long-term well-being of the organisation. The Board of Directors is also in charge of the appointment and supervision of key executives. It is collectively responsible for these tasks and duties and is the mouthpiece for the shareholders and all relevant stakeholders and acting in the best interests of the organisation.

In a nutshell, the Board of Directors and its subsidiary bodies provide direction, serve to exercise control and to issue instructions. This responsibility not only gives the Board of Directors power, but also the duty to ensure that the organisation is set up, organised and monitored in such a way as to identify and exploit opportunities and minimize risks in order to protect the company, employees and stakeholders. Hence, internal and external stakeholders are positively or negatively impacted by the good or bad, or lack thereof practices of the Board of Directors.

So how can you ensure the best possible leadership? How should an efficient and successful supervisory board be organised? What is considered best practice?

THE BOARD OF DIRECTORS AND ITS COMPOSITION

The right composition of Board members is a crucial aspect for the efficiency of the collective. The inclusion of broader diversity concepts comes into play here. It has been proven that the right mix of different and complementary skills, expertise and experiences, as well as the consideration of factors like age, gender, background, nationality and different networks, increases the chances that the board will fulfil its responsibilities. In addition, one has to add the right mix of executive and non-executive board members, i.e. external members of the board who are independent of the management and external to the company. This also applies to small and medium-sized companies, where ownership and management are often in the hands of one or a few people. The role of non-executive board members is to critically develop and support the strategy, its implementation and the processes within the organisation through their external perspective and market practice.

AN EFFECTIVE BOARD

Board effectiveness depends of course on the quality of the individuals appointed as board members, their absence of conflict of interest as well as their ability to work together as a group. The recognition that boards are groups and that therefore group processes such as conflict, teamwork and understanding are key determinants of board effectiveness, has opened up new approaches to improving effectiveness. This includes fulfilling the key role of providing advice and counsel to and monitoring CEOs and executives.

It is recognised that new board members bring fresh perspectives and new skills and are more likely than established members to challenge orthodoxy and address previously unknown issues. It can be seen that boards with no turnover and boards with high turnover perform the worst. Accordingly, there is a necessity to find the right balance when it comes to board membership terms. They need to be long enough to give new members the opportunity to settle in and familiarise themselves with the company in order to carry out their mandate in a formative way. But also limited in time to prevent individuals from accumulating too much power and to give the board the opportunity to renew itself.

It is difficult to specify ideal lengths of terms. One example is ILA. The mandate of an ILA Board member elected by the General Meeting is limited to 3 years and renewable twice. The mandate of the Chair is limited to 2 years and renewable only once.

As a general rule, Boards should meet at least four times a year. Compulsory attendance is a prerequisite. To further increase efficiency, board committees are being set up. Standard committees are the Nomination and Remuneration Committees, identifying and proposing suitable new board members and determining board members and management salaries. Contrary to what one might think this is also not limited to public limited companies. It has been found that in SMEs where owners and managing directors have their salaries set by a committee, employee commitment tends to be higher. Another important committee is the Risks & Audit Committee monitoring and challenging management reporting as well as ensuring that appropriate processes and controls are designed to minimise operational, financial, digital, legal, reputational and other relevant risks. Other committees that are increasingly being created include ESG committees, board evaluation committees and digital committees. To prevent conflicts of interest from arising and excesses of power from being concentrated in the hands of a few, the respective committees should be composed of different board members, i.e. members seating in one committee shouldn't sit in another committee.

A sound Board of Directors should be measured not only by successes of the organisation, but also by regular assessments that measure the suitability and effectiveness of the entire board and its members. There are more and more digital "board evaluation solutions" for this purpose.



CONTINUOUS TRAINING OF THE MEMBERS OF THE BOARD

Rapidly changing and additional legislation, innovations, especially in the digital field such as artificial intelligence and cybersecurity, geopolitical risks and sustainability standards, are shaping and changing the everyday life of organisations. Diversity of competences on a board should not lead to a situation where its members are not equipped with basic knowledge of the various relevant topics. For this reason, ILA attaches great importance to including these topics in its training programs.

ILA was founded in 2005 to support boards of directors, directors, corporate governance officers as well other governance professionals. It's overall mission is to elevate governance standards by connecting, educating and inspiring.

The Luxembourg Institute of Governance aims at defining and promoting conscious, good and sustainable governance in Luxembourg. To achieve this, ILA offers training and certification courses, produces studies on relevant topics and supports its members through networking activities, advocacy and access to relevant governance resources produced by its working committees.

Our vision is that by 2030 the highest internationally recognised governance standards exist in Luxembourg across all sectors and structures and that by then governance professionals are leading diverse, sustainable and resilient organisations that contribute to economic, environmental and social goals. We want to achieve this with our 3,000 members and in cooperation with other leading associations such as FEDIL.

Article :

PHILIPP VON RESTORFF

CEO of ILA, The Luxembourg Institute of Governance

Photo :

ANN SOPHIE LINDSTRÖM

Gare à la signature hâtive d'une transaction !

La transaction est définie par le Code civil¹ comme un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître. Elle est en principe valable en matière de droit du travail et la simple existence d'un lien de subordination entre l'employeur et le salarié est insuffisante pour justifier la solution contraire.

Cependant, il est possible de remettre en cause une transaction et ainsi demander la nullité lorsqu'il est prouvé qu'il y a eu des manœuvres dolosives d'une partie à l'égard de l'autre².

C'est ce qu'a tenté de faire l'employeur dans l'affaire³ en cause. En l'espèce, l'employeur et le salarié ont conclu une transaction le 11 janvier 2021, soit le jour même de la remise en mains propres de la lettre de licenciement avec préavis à ce dernier. Aux termes de la transaction, l'employeur s'était engagé à verser au salarié une indemnité transactionnelle forfaitaire d'un montant de 90.000 euros pour mettre fin au litige qui les opposait.

Or, il s'est avéré que deux mois plus tard, soit le 25 mars 2021, l'employeur, après avoir pris connaissance de négligences et fautes graves du salarié qui ont été mises en évidence à la suite d'un audit interne, a adressé un courrier au salarié aux termes duquel il déclara se voir obligé de remettre en cause la transaction au motif que s'il avait eu connaissance de certains détails au moment de la signature de celle-ci, il n'aurait pas accordé une telle indemnité à ce dernier. L'employeur joignait à ce courrier un avenant à la transaction du 11 janvier 2021 dans lequel il réduisait l'indemnité transactionnelle forfaitaire de 90.000 euros à 10.000 euros.

En date du 8 juin 2021, le salarié a déposé une requête en justice tendant à voir déclarer nulle et non avenue la remise en cause de la transaction par l'employeur. Par jugement du 13 juillet 2023, le Tribunal du travail a fait droit à la demande du salarié. L'employeur a dès lors interjeté appel de cette décision et a demandé à la Cour d'appel de conclure à la nullité de la transaction pour dol dans la mesure où le salarié aurait volontairement omis de l'informer, lors de la négociation de l'accord transactionnel, de la réalité de la situation administrative et financière de l'entreprise dont il avait la charge.

Sur ce, la Cour a jugé que : *« L'employeur dispose à l'égard de ses salariés d'un pouvoir de contrôle lui permettant de surveiller et d'évaluer la bonne exécution de ses instructions et la qualité du travail fourni. Avant de procéder à la rupture unilatérale du contrat de travail, il appartient à l'employeur d'exercer pleinement son pouvoir de contrôle afin d'être en mesure de prendre cette décision grave qu'est un licenciement en pleine connaissance de cause. Dans le cadre de la négociation d'une transaction à la suite d'un congédiement, il n'existe aucune obligation de renseignement à la charge du salarié dont la violation entraînerait un dol. En particulier, le travailleur licencié n'a pas, lors des pourparlers d'arrangement, à s'auto-accuser et à « faire état de manquements », mais l'employeur avant de s'engager, doit veiller à disposer des renseignements nécessaires pour sa prise de décision. À cet égard, l'appelant n'explique pas pourquoi l'audit interne, supposé avoir révélé « les éléments passés sous silence », n'a pas pu être réalisé avant la conclusion de la transaction, voire la décision de licencier l'intimé. Si la dissimulation de documents peut toutefois constituer une manœuvre dolosive, un tel reproche n'est cependant pas formulé en l'occurrence. »*

¹ Article 2044 du Code civil

² Article 2053 alinéa 2

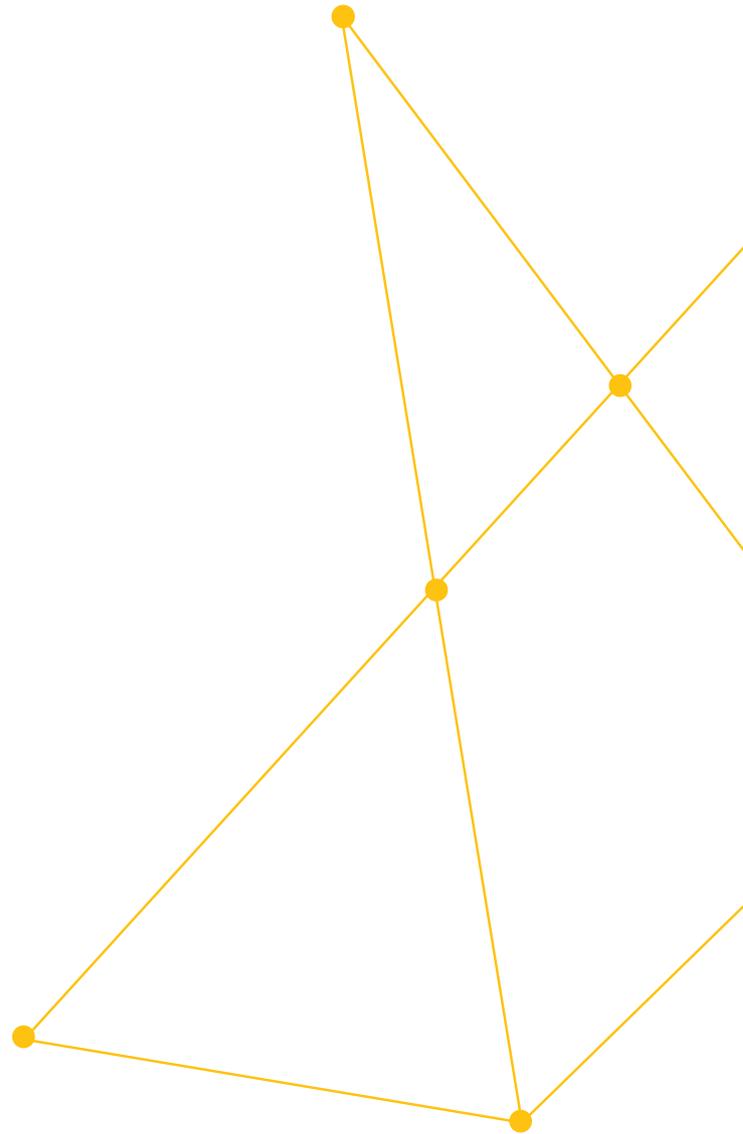
³ Arrêt de la Cour d'appel du 25 avril 2024, n° CAL-2023-00904 du rôle

En conséquence, la Cour d'appel a conclu, en faisant sienne les constats du Tribunal, à savoir : « [...] la seule circonstance, à la supposer établie, qu'une réticence du salarié ait amené l'employeur à lui consentir des concessions plus avantageuses n'est pas de nature à affecter la validité de la transaction. »

La Cour d'appel a donc confirmé le jugement de première instance et rejeté la demande de l'employeur à voir annuler la transaction.

Par ailleurs, l'employeur avait formulé une demande subsidiaire consistant à revoir les dispositions de la transaction conformément à l'avenant et ainsi réduire l'indemnité transactionnelle forfaitaire à 10.000 euros. Cette demande a également été rejetée, car comme l'a si bien indiqué la Cour : « En effet l'article 2053 du Code du travail prévoit comme seule sanction du vice du consentement la rescision de la convention, sans conférer un quelconque pouvoir modérateur au juge. »

Cet arrêt est d'un fort intérêt dans la mesure où comme en l'espèce, il démontre qu'une transaction conclue précipitamment peut entraîner des conséquences fâcheuses pour l'employeur. Il est vrai qu'un adage dit qu'un mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès, mais ne dit-on pas aussi qu'il ne faut pas confondre vitesse et précipitation ?

**ELLA GREDIE**

Conseillère affaires juridiques
et sociales auprès de la FEDIL
ella.gredie@fedil.lu





A local office to a global network

After the acquisition of Panalpina in 2019 and Agility in 2021, DSV is also operating in Luxembourg as a specialized intermediary between the individual customer and the shipping lines and airlines establishing their head office next to Findel International Airport.

Mohamed Siraj, Managing Director in Luxembourg and Vice President Airfreight in Europe, gives us an overview about DSV's culture and the plans that the transportation giant has in The Grand Duchy.

- Mr. Siraj, before we go into details and talk about DSV, could you tell us which role you play within the company?

In my current role as Vice President Airfreight Europe Air & Sea and Managing Director Air & Sea in Luxembourg, I'm responsible of the development and execution of the business strategies. Including the preparation and implementation of business plans.

My role significantly contributes to facilitate the achievement of the company's mission and objectives.

- If we talk about DSV's history in Luxembourg, what would you consider to be the company's biggest success in recent years in terms of growth and development in the Grand Duchy?

In the recent years, DSV has achieved several notable successes in terms of growth and development in Luxembourg as the opening of our office in Luxembourg after the strategic acquisition of Panalpina World Transport Luxembourg. In addition, the implementation of innovative solutions and sustainability

<<We remain competitive by investing in new technologies, offering tailored-made solutions to our customers and emphasizing sustainability.

Leveraging Luxembourg's strategic location, it allows us to optimize transport routes and reduce delivery times.>>

initiatives during the Covid period have not only solidified DSV's presence in the Grand Duchy but also have positioned it as leading transport provider in the region, contributing to the overall growth and development of its operations.

- Considering the green solutions became a crucial factor in the transport sector, how does DSV evaluate and manage the environment impact of its operations in Luxembourg?

DSV evaluates and manages the environmental impact of its transportation operations in Luxembourg through a combination of strategic initiatives, technological advancements and adherence to sustainability practices like carbon footprint monitoring, investments in fuel efficient and alternative fuel vehicles, promoting sustainable practices through employees training and our partners collaboration.

- From your point of view, what are the main challenges DSV faces in the current Luxembourgish market?

Like many other transportation companies, DSV faces several challenges like navigating complex and evolving regulations and finding the right resources, is key to keep growing in such a highly competitive sector, geopolitical factors or to stay on the top of the technological advancements and environmental initiatives and processes.

- DSV is also well known for keeping long-standing relationships with its carriers. How does DSV manage relationships with its key suppliers and partners in Luxembourg?

The relationship with our partners remains as a crucial factor in our company culture.

DSV manages relationships with key suppliers and partners, through a combination of strategic collaboration, communication and mutual benefit initiatives. Aligning on shared goals and values such as sustainability and customer satisfaction helps strengthen our bonds.



Mohamed Siraj, DSV Managing Director in Luxembourg and Vice President Airfreight in Europe

PRIVILEGED LOCATION IN THE HEART OF EUROPE

<<My vision for DSV in Luxembourg is to establish the company as the leading transport and logistic provider, renowned for its innovation, sustainability and customer centric approach .

By focusing on these strategic pillars, we have no doubt DSV will achieve sustained growth and set new standards for the transport and logistics industry in Luxembourg>>

Discover more about DSV:
<https://www.dsv.com/en-be/about-dsv/dsv-luxembourg>

Luxair Cargo Center, L-1360 Luxembourg, Luxembourg Communication Marketing October 2024



Keeping supply chains flowing in a world of change

enoprimes : boostez l'efficacité énergétique de votre entreprise

Si vous souhaitez réaliser des projets d'optimisation énergétique et accéder à la sobriété énergétique, pensez au programme d'aides enoprimes pour décarboner et rendre votre entreprise plus efficiente.

Véritable acteur indépendant œuvrant pour l'intérêt général, enoprimes s'est imposé comme un pilier de la transition énergétique au Luxembourg. Depuis son lancement en 2015, ce programme de subventions a déjà accompagné plus de 3 000 sociétés et conseillé 34 000 clients particuliers, valorisant plus de 1 000 GWh d'économie d'énergie. Sa mission est claire : améliorer l'efficacité énergétique, accompagner la décarbonation et promouvoir la sobriété énergétique, et ce tant pour les particuliers que pour les professionnels et les administrations.

EXPERTISE ET ACCOMPAGNEMENT

Le programme enoprimes se distingue par son accompagnement sur mesure et son expertise de haut niveau. Avec un réseau de plus de 750 partenaires qualifiés, enoprimes offre un suivi personnalisé. En 2023, 180 visites gratuites de sociétés ont été réalisées, offrant des conseils spécifiques adaptés aux besoins de chaque entreprise.

DES PRIMES SIMPLES, RAPIDES ET CUMULABLES

L'un des atouts majeurs d'enoprimes réside dans la simplicité et la rapidité des démarches pour bénéficier des subventions. Par exemple, grâce à son simulateur en ligne, il est facile et rapide d'évaluer les primes pour des opérations standardisées, telles que le remplacement d'un moteur, l'isolation ou l'installation d'une nouvelle presse d'injection. De plus, les primes sont cumulables avec d'autres subventions privées ou étatiques.

DES VOUCHERS POUR PLUS DE DURABILITÉ

Le montant des primes est directement proportionnel aux économies d'énergie réalisées, indépendamment du coût des investissements. Pour les projets générant plus de 500 MWh d'économie d'énergie ou plus de 12 500 euros de primes, 90 % de la prime est versée par Enovos et les 10 %

restants sont rétribués sous la forme de vouchers valables deux ans. Ces derniers sont utilisables pour divers services énergétiques d'accompagnement et conseil proposés par l'énergieagence et les sociétés partenaires enoprimes, comme des études énergétiques, des audits ou encore de la gestion d'énergie.

DES TRUCS ET ASTUCES SANS INVESTIR UN SOU

enoprimes valorise également les actions et primes sans investissement, notamment tout ce qui touche à l'optimisation d'un processus. Par exemple, la réduction des fuites d'air comprimé dans l'industrie ou l'abaissement de la consigne de température dans les bâtiments tertiaires, où un degré de moins correspond à environ 7 % d'économies sur la facture de chauffage.

enoprimes, c'est donc bien plus qu'un programme de subventions. C'est un partenaire stratégique pour tous ceux qui souhaitent s'engager dans la transition énergétique, offrant un accompagnement personnalisé et une expertise reconnue pour maximiser les gains énergétiques et réduire l'empreinte carbone de votre entreprise.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur enoprimes.lu



DEPUIS 2020,

JE SUIS SOBRE

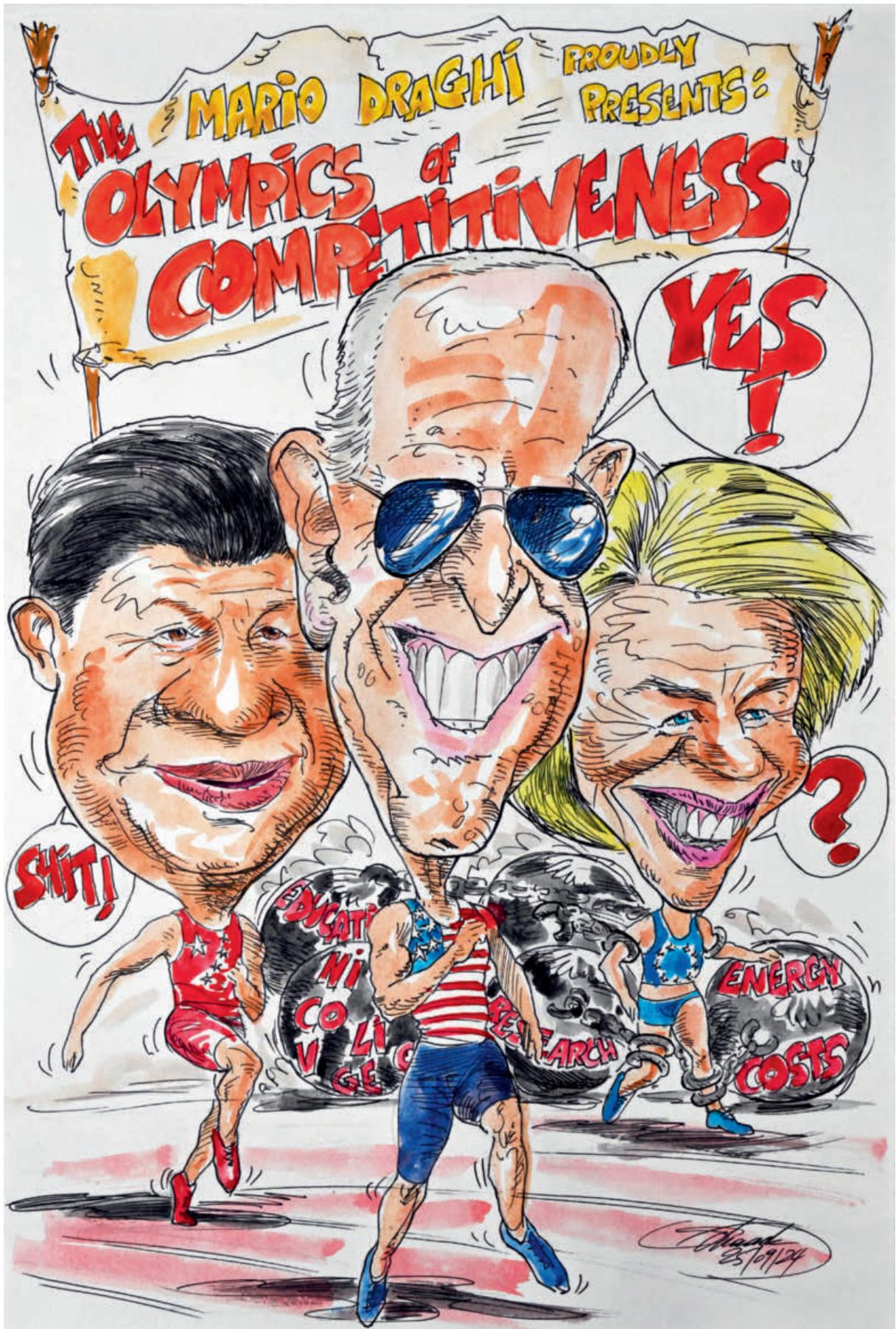
ÉNERGÉTIQUEMENT

enoprimes

Vous aussi, réalisez des projets d'optimisation énergétique et accédez à la **sobriété énergétique** grâce au programme d'aides enoprimes pour **décarboner** et rendre votre entreprise plus **efficente**.

► Infos et simulations de primes sur enoprimes.lu





Publications de la FEDIL



Note détaillée sur les principales modifications apportées au Code du travail en matière de conditions de travail transparentes et prévisibles

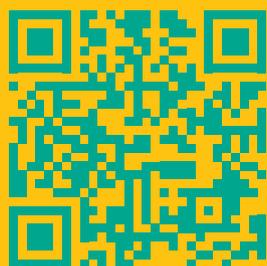


HelloFuture : Partagez votre expérience et inspirez les jeunes !

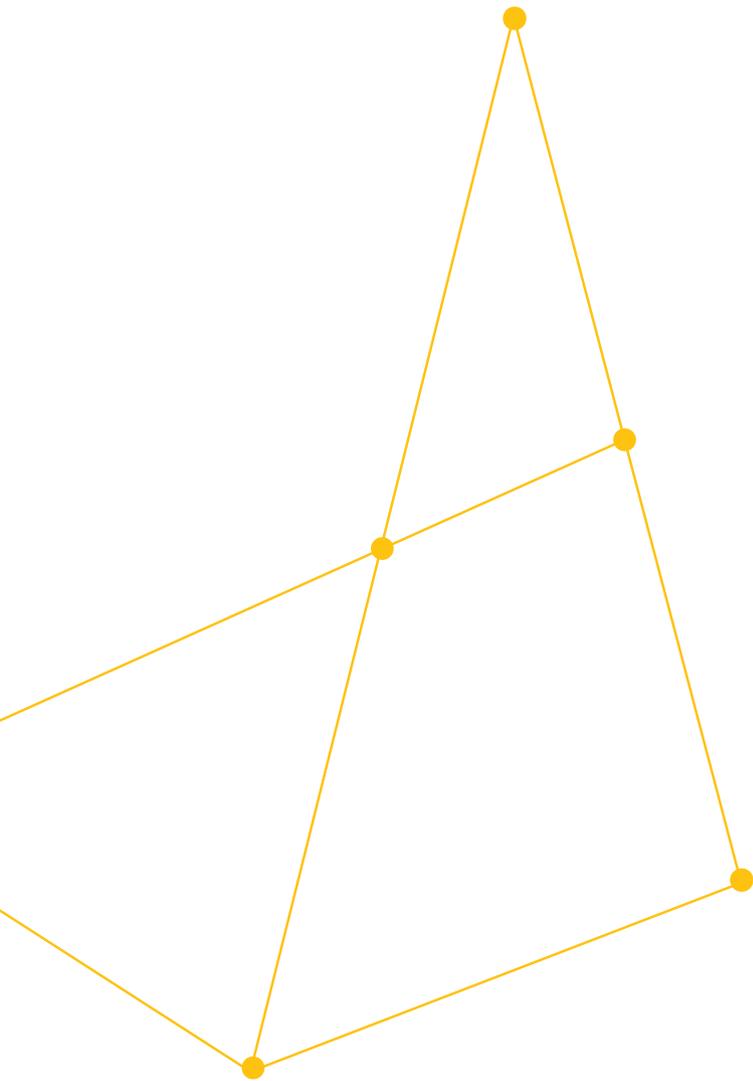


Consultation sur le livre blanc « Comment maîtriser les besoins en infrastructures numériques de l'Europe ? »

Plus de publications et positions sur WWW.FEDIL.LU



**TOUTES LES ACTUALITÉS
DE LA FEDIL ET DE L'INDUSTRIE SUR**
<https://fedil.lu/fr/publications/>



écho des entreprises

FEDIL – The Voice of Luxembourg's Industry

7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
B.P. 1304
L-1013 Luxembourg
echo@fedil.lu

Service publicité :
regie@ic.lu
(+352) 48 00 22 - 1

Éditeur :
FEDIL a.s.b.l.
The Voice of Luxembourg's Industry
R.C.S. Luxembourg F 6043
www.fedil.lu

Directeur : René Winkin
Rédactrice en chef : Laurence Kayl
Mise en page : Rodney Ndong-Eyogo
Conception : Cl.ff

Impression : Imprimerie Centrale
Paraît 6 fois par an
Tirage : 2.000 exemplaires

© Copyright 2024 FEDIL

Tous droits réservés.
Des reproductions peuvent être
autorisées en ligne par www.lord.lu.

ACL

Votre assistance en toutes circonstances

Nous sommes là pour vous !

Dans un monde où mobilité est synonyme de liberté, nous développons des services pratiques pour répondre à tous vos besoins, où que vous soyez.



Assistance 24/7

Dépannage de vos véhicules au Luxembourg et en Europe



Voyages organisés

Prix négociés pour nos membres



Services mobilité

Location, diagnostic technique et conseils



Avantages partenaires

Prix réduits grâce à plus de 75 avantages exclusifs

OG0924FR

Rejoignez le Club sur acl.lu



YOUR
BRIDGE
TO LIFE

[SPUERKEESS.LU/logement](https://spuerkeess.lu/logement)

Parlons logement!

